Résistance, alternance, souveraineté

Une recherche engagée sur la crise et la transition au Mali

Sous la direction de
Sten Hagberg, Baba Coulibaly, Yaouaga Félix Koné
et N'gna Traoré

UPPSALA
UNIVERSITET

Uppsala 2024

UPPSALA
UNIVERSITET

© The authors and Uppsala University 2024

Cover photo : Manifestation à la Place de l'Indépendance de Bamako.
Photo : Sten Hagberg.

ISBN 978-91-506-3068-8
http://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:uu:diva-530823

Distribution: Forum for Africa Studies,
Dept. of Cultural Anthropology and Ethnology, Uppsala University,
Box 631, SE-751 26 Uppsala, Sweden

Production: UUP Book Production, Uppsala University
Printed in Sweden by By Wind, Ödeshög 2024

Introduction : Recherche engagée sur la crise et la transition au Mali

Sten Hagberg

Introduction

Dans la soirée du mardi 18 août 2020, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a démissionné après avoir été arrêté plus tôt dans la journée par des militaires à son domicile au quartier de Sébénikoro de Bamako. Dans un bref discours, le président a d'abord dissout l'Assemblée nationale et le gouvernement avant d'annoncer sa démission. Quelques heures plus tard, une déclaration a été lue à la télévision nationale (Office de Radio et Télévision du Mali, ORTM) par un groupe de militaires. La déclaration a annoncé la prise du pouvoir par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP). Dès que la nouvelle s'est propagée, la démission de Keïta fut décrite par de nombreux médias et observateurs comme un coup d'État militaire. La communauté internationale (CÉDÉAO, UA, ONU, UE, USA, France, etc.) a condamné le coup et, lors d'une réunion vidéo spéciale, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO) a imposé des sanctions et exigé un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Cependant, pour bon nombre de Maliens, la démission de Ibrahim Boubacar Keïta était plutôt l'aboutissement de plusieurs mois de manifestations et de protestations organisées par le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Beaucoup disaient qu'il ne s'agissait pas du tout d'un coup d'État, mais d'une transition pacifique du pouvoir qui était nécessaire pour éviter de nouvelles effusions de sang après celles intervenues en juillet. Les militaires avaient déclaré que le CNSP avait « parachevé » la lutte entamée par le peuple malien. En effet, la joie populaire à la place de l'Indépendance le vendredi 21 août 2020 donnait l'impression qu'il y avait une entente et une collaboration entre le M5-RFP et le CNSP. Et même si la plupart des acteurs ont par la suite reconnu que les militaires avaient leur propre agenda, il est important de noter que des lectures bien différentes de la situation du pays se sont renforcées depuis 2020. Par exemple, « le coup dans le coup » du CNSP en mai 2021, selon les points de vue de la communauté internationale était vu comme « une rectification » par le M5-RFP.

Cet ouvrage a pour but d'analyser la crise et la transition du Mali, à partir des recherches de terrain et des discours dans les quartiers ainsi que dans les médias et sur les réseaux sociaux. Il se veut une contribution à une meilleure compréhension des enjeux socio-économiques, politiques, sécuritaires et culturels du Mali par l'analyse des perspectives citoyennes des changements intervenus à partir

de l'année 2020. Il s'agit également d'une étude prospective pour jeter les bases d'une réflexion sur le « Mali nouveau ». Dans un certain sens, l'ouvrage s'est inspiré, même de façon lointaine, des efforts collectifs antérieurs des chercheurs pour analyser les enjeux du Mali (Brunet-Jailly et al. 2014 ; Konaté 2013) et des recherches collectives de notre équipe (Hagberg et al. 2017a, 2017b, 2019a, 2019b, 2021; Hagberg et Kibora 2023). Car, c'est en effet ce genre d'effort conjoint qu'il faut pour pouvoir engager un débat solide sur ce pays. Aussi, un numéro thématique de *Africa Today*, coordonné par Dorothea Schulz et Souleymane Diallo (2023) portent sur la construction de la légitimité politique au Mali. Diallo et Schulz (2023) appellent à un effort collaboratif des chercheurs pour comprendre les processus qui ont mené à la tourmente politique et l'insécurité auxquelles les Maliens ont été exposés. Ils proposent une analyse des trois répertoires de légitimité politique au Mali : le pouvoir militaire, représenté par le fusil ; le pouvoir intellectuel, représenté par le bic[1] ; et le pouvoir de l'islam, représenté par le chapelet. Or, ces trois répertoires ne sont pas distincts ou mutuellement exclusifs, car leurs mobilisations apportent toujours des reconfigurations. « *Thus, rather than assume the existence of clearly demarcated, unchanging legitimacy repertoires, scholars should pay heightened attention to how such repertoires are reformulated, appropriated, and made subject to cross-breeding, as the leaders who mobilize them seek to respond to changing historical circumstances* » (Diallo et Schulz 2023: 14).

Cet ouvrage est le résultat d'une recherche engagée dans « le feu de l'action » ou « à chaud », suivi d'une analyse et une mise en perspective « à tiède » (Hagberg 2020). Il est fondamentalement collectif et collaboratif au vrai sens du terme, car nous avons échangé, argumenté, critiqué et construit l'ouvrage ensemble. En même temps, l'ouvrage a pris du temps avant d'être publié, ce qui nous a poussé à approfondir nos réflexions tout en suivant l'actualité malienne et sahélienne particulièrement turbulente.

Dans ce chapitre introductif, je voudrais aborder quatre aspects. Premièrement, je décris le processus par lequel cette recherche engagée a été mise en œuvre, particulièrement des questions méthodologiques de la recherche engagée dans le feu de l'action. Deuxièmement, je développe cinq points de départ en arrière-plan de la crise. Troisièmement, je fais un rappel succinct de la crise et de la transition jusqu'à nos jours. Quatrièmement, je démontre comment les différents chapitres articulent le thème central de la recherche engagée sur la crise malienne afin d'introduire les angles par lesquels nous avons abordé notre objet d'étude.

[1] Dans le français ouest-africain, le bic est le terme générique le plus souvent utilisé pour désigner le stylo.

Méthodologie d'une recherche engagée

C'est en juin 2020, tout juste après le premier meeting de masse à la place de l'Indépendance, que nous nous sommes contactés au sein de notre labo, le LACET, plus particulièrement son équipe malienne[2]. A l'époque, des mouvements de protestation en cours suscitaient de nombreuses interrogations et chacun de nous les suivait de son côté. C'est pourquoi nous avons d'abord commencé à organiser des réunions de travail en virtuel, étant donné que nous étions en pandémie de COVID-19. Il convient de rappeler que moi-même étant basé en Suède, j'étais bien plus coincé que les autres, car mes déplacements habituels et réguliers au Mali et au Burkina Faso étaient très limités, voire impossibles, au début de cette pandémie. Par contre, mes collègues maliens étaient sur place à Bamako pour suivre l'évolution de la situation sociopolitique. A partir de nos réunions virtuelles, nous avons commencé à réfléchir ensemble sur les mouvements de contestation et de protestation sur la toile, tandis que quelques collègues se rendaient aux conférences de presse et aux manifestations sur place. En même temps, tout le monde pouvait suivre une bonne partie des déclarations et des conférences de presse à travers des vidéo-mans qui filmaient en live sur Facebook. L'implication de la diaspora fut très importante en juin, juillet et août 2020, car ce sont des Maliens de l'extérieur qui s'étaient organisés pour contribuer financièrement à la mobilisation contre le régime. Cette diaspora a également su mobiliser les réseaux sociaux pour faire passer des images autres que celles diffusées par la presse internationale. L'implication de la diaspora illustre aussi ce que Postill et Pink (2012) appellent un concept pluriel de socialité, qui nous permettrait de mettre la lumière sur les qualités de « *relatedness in online and offline relationships* ». La socialité au pluriel nous permettrait de mieux comprendre comment les interactions sur les réseaux sociaux font de nos jours partie intégrante de la constitution des groupes sociaux. Dans la même veine, selon Hall, il ne suffit plus de se demander si les réseaux sociaux font la promotion de la participation, de l'activisme ou de la polarisation en politique, mais comment et pourquoi ils nous affectent politiquement : « *We must ask how and why social media may be affecting our political subjectivities* » (Hall 2022). Dans une étude sur l'usage des images et des vidéo-clips pendant l'insurrection populaire de 2014 et la résistance contre le coup de 2015 au Burkina Faso, je démontre comment la fertilisation croisée de vidéo-clips, de réseaux sociaux et de luttes populaires dans la rue articule les transformations sociopolitiques contemporaines (Hagberg 2023).

En ce qui concerne les recherches au Mali, de juillet à septembre 2020, nous avons pu effectuer les enquêtes de terrain à Bamako, à Kati et à Sikasso. En grande partie, nous avons travaillé en équipe pour mieux cibler les différents angles des mouvements de contestation, de protestation et de résistance. Nous

[2] Le Laboratoire d'Anthropologie Comparative, Engagée et Transnationale (LACET, https://www.lacet.org/) est un labo de recherche, de formation et de collaboration composé de chercheurs engagés en anthropologie, géographie et sociologie. Sa démarche est comparative et transnationale et s'intéresse aux défis de société.

avons conduit des entretiens avec des acteurs et nous avons fait des observations des différentes manifestations. Aussi, avons-nous suivi des conférences de presse et des rencontres avec des chercheurs sur place et sur internet. Pendant tout ce temps, nous avons continué à échanger entre nous en virtuel. Au moment de la prise de pouvoir par le CNSP mardi le 18 août 2020, une équipe de trois chercheurs étaient à Sikasso en train de mener l'enquête de terrain, tandis que d'autres autres étaient à Bamako et en Suède[3].

Le terme de « recherche engagée » dénote ici une démarche scientifique à cheval entre recherche fondamentale et recherche appliquée, notamment une recherche qui se focalise explicitement sur des problèmes urgents de la société (Bierschenk et al. 2007 ; Eriksen 2006, 2018 ; Fassin 2018 ; Hagberg et Ouattara 2012). Elle se met au service de la société, même dans sa posture la plus critique. La recherche engagée reste solidement ancrée dans les bases académiques en matière de théorie et de méthodologie, tout en cherchant à engager des questionnements et des défis sociétaux d'actualité (Hagberg 2020). Elle est aussi collaborative : entre chercheurs eux-mêmes ; et entre chercheurs et d'autres acteurs de la société, y compris des « citoyens ordinaires ». Le recours aux perspectives des citoyens ordinaires est un aspect fondamental de la recherche engagée. La notion de « citoyens ordinaires » vise à capter les perspectives du commun des mortels, loin des sphères officielles de décision. Malgré ses limites conceptuelles, notamment en ce qui concerne sa dépolitisation (Carrel et Neveu 2014), la notion met la lumière sur les points de vue et les perspectives des gens situés loin des instances de prise de décision (Hagberg et al. 2017b). Cependant, une recherche qui veut s'intéresser au « peuple », aux luttes « populaires » ou aux points de vue des « citoyens ordinaires » court le risque de tomber dans le populisme, à savoir *« un certain type de rapport fasciné (idéologique, moral, scientifique, politique…) que des intellectuels nouent au moins symboliquement avec 'le peuple' »* (Olivier de Sardan 2008 : 213). En même temps que nous nous démarquons clairement de ce genre de populisme, notre approche cherche néanmoins à mettre la lumière sur les perceptions et perspectives des citoyens situés loin des prises de décision et du pouvoir politique dans un sens large. Pour illustrer notre approche, prenons l'étude de cas de l'imam Mahmoud Dicko. Dans ce chapitre, notre propos est de comprendre la mobilisation des jeunes de Badalabougou pour et autour de ce leader religieux et politique plutôt que de dresser le portrait de ce personnage politique important (Koné et Hagberg, ce volume).

En plus, notre recherche engagée n'est pas seulement orientée vers la production de savoirs et de connaissances scientifiques, mais elle implique aussi le partage des résultats préliminaires. C'est pourquoi nous avons organisé un séminaire virtuel intitulé *Alternance par la rue ?* le 25 août 2020, soit une semaine après la prise du pouvoir du CNSP, pour échanger avec les collègues à travers le monde

[3] En mi-août 2020, je me suis trouvé en Suède en train de préparer un voyage au Mali. En septembre 2020, j'ai effectué des recherches de terrain à Bamako en équipe avec Bintou Koné.

sur la situation malienne. Et le 16 septembre 2020, nous avons organisé un atelier sur place à l'Institut des Sciences Humaines de Bamako intitulé *Pouvoirs des urnes, de la rue et de la caserne*. Cette ambition de partager nos observations et réflexions était aussi liée à la forte demande des médias internationaux de commenter la situation malienne[4]. Donc, nous avons jugé nécessaire de partager les résultats très préliminaires de nos recherches de terrain conduites avant la chute de Ibrahim Boubacar Keïta.

Cinq points de départ

L'ambition de notre ouvrage est de mettre en avant les perspectives citoyennes maliennes, notamment celles des mouvements de protestation contre le régime de Keïta et ce qui s'en est suivi les semaines et mois après sa chute. Cependant, chaque tentative pour décrire la crise et la transition fait également partie de la façon dont nous choisissons de l'interpréter. C'est pourquoi je propose d'abord d'aborder cinq points de départ en arrière-plan de la crise.

Premièrement, il convient de rappeler que les problèmes du Mali ont commencé bien avant l'arrivée au pouvoir du président Keïta lors des élections démocratiques d'août 2013. Keïta avait été élu avec un score exceptionnel (77,62% of the votes in the second round) après 18 mois de régime de transition de 2012 à 2013. En mars-avril 2012, une série d'événements avait eu lieu : le coup d'État militaire conduit par le Capitaine Amadou Haya Sanogo, la rébellion « touareg », la prise de contrôle par les groupes islamistes du nord du Mali, avec pour conséquence une aggravation des problèmes de sécurité, etc. (Hagberg et Körling 2012 ; Lecocq et al. 2013). La situation sécuritaire s'était davantage aggravée sous le gouvernement de transition et en janvier 2013, l'armée malienne appuyée par des troupes françaises a dû utiliser des frappes aériennes pour repousser les islamistes qui tentaient de prendre le contrôle de tout le pays. Lorsque l'ancien premier ministre des années 1990 et l'ancien président de l'Assemblée Nationale (2002–2007), Ibrahim Boubacar Keïta, avait été élu président de la république, les attentes étaient énormes. Lors de la campagne électorale de 2013, Keïta a été présenté comme « l'homme de la situation » et « celui qui dit la vérité » (*Kankélé-ntigui*), celui qui ne dit pas une chose aujourd'hui et demain son contraire, ou pour le moins autre chose (Traoré et Sylla 2019). De manière habile, il avait réussi à apparaître rigoureux et « anti-establishment », malgré le fait qu'il avait de facto été au sommet politique absolu au Mali pendant plusieurs décennies. Keïta avait promis de « chasser les islamistes du Mali » dans les six mois à venir. Il n'a pas pu le réaliser et pire la situation s'est empirée.

Deuxièmement, les accords de paix – les Accords de Ouagadougou de 2013 et l'Accord pour la paix, issu du processus d'Alger de 2015 – entre l'État malien

[4] Au moment de la prise de pouvoir du CNSP et les jours qui s'en suivaient, j'étais interviewé par plusieurs médias, notamment la TV4 Live (en Suède), la radio P1 (Suède), l'hebdomadaire norvégien Klasskampen, la Radio France Internationale (RFI), le Global Bar Magazine et la France24.

et les mouvements rebelles mettent le doigt sur la question de savoir avec qui il est légitime de négocier. La position de « ne pas négocier avec les terroristes » soulève certaines questions. Dans le cas du Mali, le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) était jugé légitime tandis que les mouvements islamistes étaient exclus de la table des négociations. La France a fait pression pour que le MNLA soit considéré comme une partie légitime aux négociations. Mais dans la pratique, il s'est avéré difficile de distinguer les dirigeants et sympathisants du MNLA des mouvements islamistes.

Troisièmement, les élections législatives tenues respectivement le 29 mars et le 19 avril 2020, après plus d'une année de retard à cause de la situation sécuritaire difficile, ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres et qui a conduit à la chute de Keïta. La Commission Électorale Nationale Indépendante (CÉNI) a publié les résultats des élections, mais la validation par la Cour constitutionnelle, dont les membres sont en partie nommés par le président de la république, a modifié les résultats[5]. Une trentaine de députés ont « perdu » leur siège à l'Assemblée nationale à cause de la décision de la Cour constitutionnelle. Les protestations se sont multipliées après l'annonce des résultats définitifs, notamment parce que le tout nouveau président de l'Assemblée nationale, Moussa Timbiné, était l'un de ceux dont le siège n'avait été obtenu qu'après la décision de la Cour constitutionnelle. Ce n'était pas un détail sans importance car le président de l'Assemblé nationale deviendrait le président de la république en cas de démission du président. En plus, l'enlèvement du chef de l'opposition Soumaïla Cissé – président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) et candidat malheureux du deuxième tour des présidentielles de 2018 – en fin mars 2020, en pleine campagne électorale, par des hommes armés a davantage compliqué les élections législatives. Beaucoup pensaient que le président et le gouvernement avaient réagi trop lentement pour essayer de faire libérer Cissé.

Quatrièmement, depuis 2013 la présidence de Keïta était caractérisée par la mauvaise gouvernance, la corruption, le népotisme, l'escalade des problèmes de sécurité et le manque de leadership politique, de programme et d'orientation. Le fait que Keïta avait eu six premiers ministres au cours de sept années au pouvoir a été perçu comme un manque de leadership. La mauvaise gestion et l'impunité ont été parmi les épithètes les plus courantes. En particulier, son fils, Karim Keïta, était devenu le symbole de l'abus de pouvoir. En sa qualité de président de la commission parlementaire de la défense et de la sécurité, Karim Keïta – le fils du président de la république – avait acquis une influence décisive, tout en s'enrichissant lui-même. Les images du séjour de Karim Keïta à la Méditerranée où il a, entre autres, reçu le massage d'une femme en tenue légère sont rapidement devenues virales. Comment le responsable de la défense et de la sécurité de l'Assemblée nationale a-t-il pu profiter de « la belle vie » alors que les problèmes de sécurité s'aggravaient dans de grandes parties du pays ?

---

[5] Cette décision a, du moins en partie, favorisé le Rassemblement pour le Mali (RPM), le parti de Keïta, notamment à Sikasso (B. Koné, ce volume).

Photos 1 et 2. Changement de partenaires. En mars 2013, tout juste après l'intervention militaire de la France pour repousser les terroristes, les relations avec la France était au top. De nos jours, les relations sont au plus bas. L'orientation vers la Russie a commencé lors des manifestations à Bamako, comme par exemple en septembre 2020. Photos : Sten Hagberg.

Cinquièmement, la mobilisation contre la présence militaire étrangère, particulièrement l'armée française, était de plus en plus tangible, car pour de nombreux Maliens il est difficilement concevable qu'après huit années de lutte anti-terroriste la situation sécuritaire n'avait cessé de se dégrader. Souvent dans les discussions sur la situation du pays, les gens se sont référés à la présence française. Par exemple, avec la montée de la mobilisation des acteurs de la société civile ouest-africaine contre la présence militaire française, le président Emmanuel Macron avait invité les chefs d'État ouest-africains à un sommet à Pau (France), pour qu'ils apportent des « clarifications » relatives à la présence française dans la région. Au sein de l'opinion publique ouest-africaine, cette « invitation » avait été interprétée comme « une convocation », rappelant ainsi le temps colonial révolu. L'anti-impérialisme est effectivement un facteur important en arrière-plan de la crise de 2020. C'est ce courant anti-impérialiste qui constitue le socle sur lequel le régime de transition tire sa légitimité.

Rappel succincte de la crise malienne et de deux transitions

Les cinq points abordés en haut résument le contexte dans lequel les protestations contre le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta se sont intensifiées. Dans cette section, je tente de faire une brève chronologie de la crise de 2020. Un accent particulier est réservé aux débats maliens pour essayer de les mettre en relief vis-à-vis des discours des grandes chaines internationales (RFI, France24, BBC). Cela n'est pas une tâche évidente, car les limites entre les médias internationaux et ceux nationaux étaient, du moins en 2020, souvent invisibles. Je m'attache néanmoins à mettre en lumière les perspectives maliennes, qui ressortent dans les débats et les discours.

C'est le vendredi 5 juin 2020 qu'un meeting de masse fut organisé à la Place de l'Indépendance de Bamako par le rassemblement des forces patriotiques, une coalition qui venait d'être formée (Traoré et Sylla, ce volume). Ce rassemblement était une tentative de coalition entre le Front pour la sauvegarde de la démocratie, les mouvements de gauche comme Espoir Mali Koura et la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants l'Imam Mahmoud Dicko. A ce meeting, qui avait connu une forte mobilisation, la démission de Keïta a été demandée par plusieurs intervenants ; « il n'y a pas de sécurité dans le pays », « il n'y pas d'écoles publiques », « il y a trop de corruption », etc. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été les résultats des élections trichées.

Le meeting a été le point de départ d'une intensification de la lutte, d'où le nouveau nom de la coalition, c'est-à-dire le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). Tandis que le comité stratégique du M5-RFP était composé de représentants de ces différentes organisations, l'imam Dicko fut appelé « l'autorité morale ». Le président Keïta – l'homme qui en 2013 était censé redresser la situation du pays et chasser les terroristes – était devenu l'image même de la corruption, du népotisme et de la gabegie.

Durant les mois de juin et juillet 2020, les tentatives de médiation par la CÉDÉAO s'étaient poursuivies, mais le M5-RFP n'a cessé de souligner qu'il n'entendait pas laisser tomber ses revendications. Les négociateurs de la CÉDÉAO ont souligné qu'il y avait « une ligne rouge » à ne pas franchir : le président Keïta ne démissionnerait pas.

Un deuxième meeting de masse fut organisé vendredi le 19 juin 2020 avec une grande participation. Pour le troisième meeting du vendredi le 10 juillet 2020, le M5-RFP a appelé à la désobéissance civile, matérialisée sous forme de « dix commandements » (Y.F. Koné, ce volume). Des ponts et des routes avaient été bloqués et des lieux de travail abandonnés. Cependant, après la fin du meeting du 10 juillet, une foule de manifestants s'est rendue à l'Assemblée nationale, à l'Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM) et à d'autres services publics. Des manifestants ont saccagé l'Assemblée. Le lendemain, des policiers et des militaires ont été déployés, dont la Force spéciale antiterroriste (FORSAT) spécialement formée pour lutter pour la sécurité du pays. De nombreuses personnes

(entre 14 et 23) avaient été tuées ces jours-là et plus de 100 ont été blessées. Entre autres, la mosquée et la maison de l'imam Dicko à Badalabougou ont été attaquées par les agents de la FORSAT ; de jeunes hommes non armés ont été tués lors de la fusillade[6].

Après ce week-end sanglant, le M5-RFP a protesté en proclamant que la « ligne rouge » avait été franchie. Peu après, le mouvement a néanmoins décrété un cessez-le-feu pour permettre aux populations de se préparer pour la fête de tabaski célébrée le 31 juillet 2020.

Vendredi le 14 août 2020, le quatrième meeting a été organisé à la Place de l'Indépendance. Lors de ce meeting, quatre demandes ont été formulées : premièrement, la destitution du premier ministre ; deuxièmement, la démission des députés ayant obtenu leurs sièges de l'Assemblée nationale suite à la modification des résultats par la Cour constitutionnelle ; troisièmement, la nomination d'un gouvernement restreint de rassemblement national ; et quatrièmement, la nomination d'une commission indépendante pour enquêter sur le meurtre entre le 10 et le 12 juillet 2020. Il est à constater que la demande de démission du président de la république avait été supprimée, étant donné que ces quatre demandes étaient un appel direct au président Keïta à agir. En effet, seul Keïta pouvait désormais répondre aux exigences. Mais il ne l'a pas fait. Maintenant, c'était l'impasse...

Tôt le matin mardi le 18 août 2020, des habitants de Kati, ville garnison à 15 kms de Bamako, ont été réveillés par des coups de feu provenant du camp militaire Soundiata-Keïta. À peu près au même moment, des coups de feu ont été entendus dans le quartier bamakois de Tomikorobougou. La panique s'est emparée des populations : les agences et bureaux gouvernementaux ont été fermés et la cité ministérielle a été rapidement vidée, tout comme la télévision nationale. Les banques, les stations d'essence ont rapidement fermé, et tous les vendeurs du grand marché de Bamako ont déserté.

Personne ne savait ce qui se passait réellement, sauf que de militaires de Kati étaient en mouvement[7]. Pendant ce temps, de jeunes manifestants se sont rassemblés à la Place de l'Indépendance pour exprimer leur soutien à l'armée.

---

[6] Selon le M5-RFP, 23 personnes avaient été tuées (Maliweb 8/8/2020), tandis que Human Rights Watch confirme la mort de 14 personnes, « parmi des manifestants et des passants, de toute évidence à la suite de tirs des forces de sécurité les 10 et 11 juillet » (Malijet 15/8/2020). Selon un communiqué gouvernemental, la violence aurait fait 303 blessés : 176 manifestants ou passants et 127 membres des forces de sécurité (Malijet 15/8/2020). Ce dossier n'a pas connu de suite judiciaire, car plus d'une année plus tard, Oumar Samaké, commandant de la Force spéciale antiterroriste (FORSAT), a été mis mis sous mandat de dépôt dans le dossier des tueries des 10, 11 et 12 juillet 2020 à Bamako (14 manifestants, dont deux enfants, ont été tués à Bamako par les forces de l'ordre au cours de ces journées de manifestation), mais il aurait été libéré quelques heures plus tard, sous la pression des policiers (Mali Média 9/9/2021 ; Maliweb 4/9/2021). Lundi le 6 septembre 2024, l'inculpé s'est présenté pour retourner en prison (Maliactu 7/9/2021).

[7] Au Mali, la ville garnison de Kati est l'épicentre du pouvoir militaire de l'armée. Située à proximité de Koulouba, la colline de pouvoir de Bamako qui abrite le palais

Dans l'après-midi, les militaires de Kati se sont rendus en cortège à Bamako. Lourdement armés, ils se sont approchés de la résidence du président Keïta au quartier de Sébénikoro. Une fois sur place, la garde présidentielle n'a opposé aucune résistance. Vers 17h30, le président est sorti en compagnie (ou sous la protection) des militaires et est monté dans une voiture noire, avec le premier ministre dans une voiture blanche tout juste derrière. Le cortège était revenu avec le président et le premier ministre à Kati sous les applaudissements, ovations et rugissements de victoire de la rue.

Dans la soirée, le président Keïta a signé sa démission avant de faire une déclaration à la télévision nationale. Cela a été diffusé à minuit. Plus tard dans la nuit, un segment télévisé a été diffusé avec le groupe de soldats qui avaient pris le relais assis à une table. Le Colonel-major Ismaël Wagué a lu une déclaration selon laquelle le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) avait pris le pouvoir pour mettre en place un gouvernement civil de transition et organiser des élections démocratiques. Un couvre-feux a été imposé et les frontières ont été fermées. De même, la déclaration a souligné que tous les accords internationaux seraient respectés, particulièrement la force onusienne et l'armée française Barkhane : « *La MINUSMA, la force Barkhane, le G5 Sahel, la force Takuba demeurent nos partenaires pour la stabilité et la restauration de la sécurité* ». Le Colonel Assimi Goïta qui s'est révélé être le président du CNSP a rencontré les secrétaires généraux des ministères pour leur demander de mettre le Mali au-dessus de tout et d'assurer la continuité de l'État : « *Il était de mon devoir de rencontrer les différents secrétaires généraux pour que nous puissions les assurer de notre soutien par rapport à la continuité des services de l'État* » (Coulibaly et al., ce volume).

Une fois la prise de pouvoir par le CNSP annoncé le ballet diplomatique a commencé. La CÉDÉAO a condamné la prise de pouvoir en soulignant que les coups d'État sont anticonstitutionnels. D'autres acteurs internationaux ont également réagi par des condamnations. Mais au Mali on se réjouissait : Keïta avait démissionné et enfin il y avait l'espoir d'un « Mali nouveau ».

Jeudi le 20 août 2020, les chefs d'État de la CÉDÉAO se sont rencontrés pour analyser la situation et ils ont imposé de sanctions économiques et politiques au le Mali. Une délégation de négociation a été dépêchée à Bamako du 22 au 24 août pour négocier avec les militaires.

Vendredi le 21 août 2020, le M5-RFP a organisé un meeting à la Place de l'Indépendance à Bamako pour célébrer la victoire. Encore une fois, nombre de Maliens étaient venus fêter la chute de Keïta ; l'ambiance était joyeuse, révolutionnaire et combative avec des panneaux contre la CÉDÉAO, comme par exemple : « *Ceci n'est pas un coup d'État. C'est une révolution populaire* ». Au moment de ce meeting, des militaires, y compris le colonel-major Ismaël Wagué

---

présidentiel, c'est de Kati que les coups d'état proviennent, du moins en 1968, 2012, 2020 et 2021. Seul le coup d'état en mars 1991 suite à l'insurrection ne venait pas du camp militaire Soundiata-Keïta de Kati.

Photo 3. Journées de concertation nationale : validation des termes de référence, le 5 septembre 2020, Centre International de Conférence de Bamako. Photo : Sten Hagberg.

qui avait lu la déclaration du CNSP sont arrivés à la Place de l'Indépendance sous les applaudissements des manifestants.

Les jours suivants, il devenait de plus en plus clair qu'au lieu de travailler avec le M5-RFP les militaires du CNSP ont choisi de travailler avec d'autres acteurs. Après un mois de négociations et de tractations, un président de transition (le Colonel à la retraite Bah Ndaw) et un premier ministre (Moctar Ouane) ont été nommés. De plus, un nouveau poste de vice-président a été créé pour le colonel Assimi Goïta, le véritable chef de la prise de pouvoir du CNSP.

Cependant, en mai 2021, le vice-président Goïta a évincé Bah Ndaw dans ce que la communauté internationale a vite appelé « un coup dans un coup ». Pour le M5-RFP, ce coup était en réalité « une rectification », car lors de la chute de Keïta, le mouvement a vite été écarté. En effet, la raison de ce coup était que le président Ndaw avait remanié le gouvernement sans consulter le vice-président Goïta. En particulier, Ndaw avait enlevé le ministre de la défense, le colonel Sadio Camara. Goïta a pris le pouvoir et il a nommé le porte-parole du M5-RFP, Choguel Kokalla Maïga, comme premier ministre. Ce coup semble avoir été l'élément déclencheur pour briser les relations entre le Mali et la France. Quelques semaines plus tard, le président français Emmanuel Macron a annoncé le retrait de la force Barkhane du Mali, une nouvelle qui a surpris plus d'un. En septembre 2021, le premier ministre Maïga a parlé à la tribune de l'ONU accusant la France d'avoir *« abandonné en plein vol »* le Mali en décidant de retirer la

force Barkhane. Le premier ministre malien a aussi souligné de ne pas exclure l'idée de recourir à *« d'autres partenaires »* pour assurer la sécurité du Mali.

Le 9 janvier 2022, la situation politique et sécuritaire déjà extrêmement compliquée est devenue encore plus complexe, car ce jour-là la CÉDÉAO a pris des sanctions encore plus sévères contre le Mali. Elle a décidé de fermer les frontières avec le pays et de suspendre les échanges commerciaux autres que les produits de première nécessité. La CÉDÉAO a aussi décidé de couper ses aides financières et de geler les avoirs du Mali à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les sanctions étaient prises à la suite de la décision du régime malien de ne pas organiser d'élections en février 2022, mais de prolonger la transition de cinq ans. La proposition est venue des Assises Nationales de la Refondation (ANR), un processus qui avait commencé par « des consultations » dans 725 des 749 municipalités du pays et qui s'est terminé dans la capitale, Bamako, en fin décembre 2021. Environ 70.0000 de Maliens auraient participé aux consultations, dont le but était de faire le diagnostic, tirer des leçons et d'analyser la situation et l'état du pays. Une conclusion forte des ANR était que la transition devrait être prorogée, entre six mois et cinq ans.

Lorsque la délégation malienne est arrivée au sommet de la CÉDÉAO le 30 décembre 2021, on lui a dit que la proposition était inacceptable et une dizaine de jours plus tard, au sommet des chefs d'État du 9 janvier 2022, la réaction était l'embargo contre le Mali.

Cependant, depuis l'annonce des sanctions, on a assisté à une mobilisation patriotique quasi révolutionnaire en réponse à ce que nombreux Maliens percevaient comme des sanctions « injustes, barbares, illégales et inhumaines ». Le 14 janvier 2022, de grandes manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes maliennes pour faire « un sursaut patriotique » dans cette situation difficile. La mobilisation des Maliens contre la CÉDÉAO s'est étendue à toute l'Afrique de l'Ouest. Des organisations de la société civile des pays comme le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger et la Côte d'Ivoire ont exprimé leur soutien au Mali.

Au niveau international – notamment « la communauté internationale » – peu d'observateurs semblaient prendre au sérieux cette mobilisation des Maliens. Or, pour nombre de Maliens, la question de la sécurité, de la lutte contre la corruption et de la mise en œuvre des réformes politiques devraient être réalisées pour que la tenue d'élections ait un sens. Malgré la présence de forces militaires internationales à travers l'ONU, la force française Barkhane et la Task Force Takuba, il était impensable d'organiser les élections démocratiques équitables dans une grande partie du territoire malien. Une expression couramment utilisée dans les cercles diplomatiques est « qu'une mauvaise élection vaut mieux qu'aucune élection ». C'est exactement ce contre quoi les Maliens ont protesté. Pour eux, encore une mauvaise élection conduira probablement à un autre coup d'État et les troubles politiques se poursuivront tant que les problèmes sous-jacents seront résolus.

Dans une certaine mesure, on s'attendait à ce qu'il y ait encore des sanctions, ce qui pourrait susciter une colère populaire contre le régime. Mais au lieu de

Photo 4. Un grand rassemblement à la Place de l'Indépendance, Bamako, le 5 juin 2021 à l'occasion du premier anniversaire du M5-RFP. Photo : Sten Hagberg.

provoquer une montée contre le régime, elles ont suscité une forte mobilisation populaire. On parlait d'une unité presque religieuse en ce moment, d'une union sacrée des Maliens. Des Maliens ont manifesté avec colère et frustration contre les sanctions de la CÉDÉAO, qu'ils considèrent en fait comme le bras armé de la France. Le cœur de la mobilisation a porté sur ce que vivent les Maliens, l'incapacité de la communauté internationale à écouter et prendre en compte les problèmes du pays.

La réticence du monde extérieur à accepter un régime militaire est compréhensible. L'Afrique de l'Ouest a en effet eu sa juste part de putschistes qui s'emparent du pouvoir pour ramener l'ordre dans le pays, puis conservent le pouvoir (cf. Schulz et Diallo 2023). Cependant, le fossé de plus en plus profond entre « la communauté internationale », y compris les sanctions de la CÉDÉAO et les activistes et le grand public malien, surtout bamakois, présage un horizon orageux. Les relations diplomatiques entre le Mali et la France sont au plus bas depuis juin 2021.

Résistance, alternance, souveraineté

Pour comprendre la crise et la transition, nous proposons une analyse profonde, détaillée, contextualisée et ancrée dans le feu de l'action. De même, la recherche engagée que nous proposons ici est le résultat « d'être à l'écoute » de ce que nombre de Maliens réclament, sans pour autant laisser tomber la rigueur scien-

tifique. En fait, la crise malienne met, encore une fois, en lumière les limites de la démocratie électoraliste, car les formes presque rituelles de la démocratie seraient vidées de contenu lorsque des élections justes et équitables ne peuvent pas être réalisées dans la pratique. Les protestations maliennes expriment aussi un ras-le-bol de cette « démocratie de double façade » (Hagberg 2010), c'est-à-dire la façade de la démocratie en tant qu'élément d'un bâtiment d'institutions nécessaires, une sorte d'infrastructure de la démocratie, d'une part, et la façade de la démocratie comme une illusion, une chimère, de l'autre. Avec une situation sécuritaire extrêmement grave où les populations sont prises entre le marteau et l'enclume, entre les différents groupes terroristes concurrents affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, les milices locales, l'armée nationale et les acteurs militaires internationaux, il est fondamental de comprendre les points de vue « par le bas », par « les citoyens ordinaires », par les gens « autour », etc.

Pour construire notre argumentaire en lien direct avec le thème central de la recherche engagée, nous avons abordé la crise et la transition à partir de plusieurs angles.

Dans un premier temps, le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Démocratiques (M5-RFP), à travers sa configuration, son fonctionnement et ses rapports au régime de transition, est analysé dans le chapitre de N'gna Traoré et Almamy Sylla. Il s'agit d'une analyse ethnographique d'un mouvement en pleine construction et consolidation et, il faut le reconnaître, en perpétuelle transformation. Il est frappant de voir comment dans un pays où les partis et mouvements ont poussé comme des champions depuis les années 1990, un tel mouvement hétéroclite arrive brusquement à s'imposer dans un laps de temps très court. Selon les propos d'un militant, le M5-RFP serait « un ganglion d'une crise multidimensionnelle », ce qui, pour Traoré et Sylla, explique comment ce mouvement a pu faire tomber le régime de Keïta au bout de quelques mois.

Dans un deuxième temps, Yaouaga Félix Koné s'intéresse au concept de la désobéissance civile, actualisée par les manifestants en juillet 2020. En effet, les interprétations de la désobéissance civile et sa traduction en « dix commandements » dans la lutte contre le régime de Keïta, pose toute la problématique de la réappropriation d'un concept inventé et utilisé ailleurs. En particulier, des violences occasionnées à Bamako n'ont rien à voir avec la désobéissance civile *stricto senso*.

Dans un troisième temps, trois articles différents décrivent les modes et formes de mobilisation populaire dans les différents épicentres de la crise (Place de l'Indépendance et Badalabougou à Bamako et le quartier Filasso à Sikasso). Fatoumata Camara s'intéresse à la spatialisation de la crise dans les différents épicentres de Bamako. Elle analyse des points stratégiques qui ont joué un rôle important dans la crise ; elle donne aussi l'historique de l'épicentre de la crise à Badalabougou. Bintou Koné et Sten Hagberg analysent les jeunes qui luttaient pour et autour de l'imam Mahmoud Dicko à Badalabougou, lors des journées violentes en juillet 2020. Il s'agit de comprendre comment ce personnage central de la politique malienne arrive à « faire la politique » tout en se déclarant « apo-

litique ». Bintou Koné analyse par la suite la crise vue par Sikasso, c'est-à-dire elle démontre comment les perspectives bamakoises doivent être nuancées. A Sikasso, la lutte contre le régime de Keïta était surtout liée aux résultats des élections législatives. L'intervention de la FORSAT à Sikasso a occasionné un mort, mais ces évènements n'ont pas été tellement reportés dans la presse nationale et internationale.

Dans un quatrième temps, l'article de Baba Coulibaly, Sidy Diallo, Fanta Traoré et Salimata Coulibaly analyse ce qu'ils appellent « le pouvoir des secrétaires généraux ». Étant donné que le fonctionnement de l'administration de l'État malien en temps de crise politique est un souci majeur, la gestion de l'État doit se faire en l'absence du gouvernement. En 2020, c'est pendant une période de trois mois qu'il n'y avait pas de gouvernement. En détaillant « le pouvoir des secrétaires généraux » comme un mode de gouvernance de plus en plus habituel dans nos contrées, Coulibaly et al. apportent une analyse de l'État malien au quotidien.

Dans un cinquième temps, la crise n'a pas eu lieu dans un vide sous régional, étant donné que les manifestations maliennes avaient pris la forme d'un système de vases communicants avec des mouvements de protestations dans d'autres pays ouest-africain. Dans l'article de Ludovic O. Kibora, la médiation ouest-africaine de la CÉDÉAO, qui au début de la crise s'est trouvée dans une impasse dans laquelle elle était traitée de tous les noms, a été rattrapée par les évènements pour tenter une sortie honorable. Le décalage entre le discours des chefs d'État ouest-africains et celui des populations de ces pays est devenu un problème réel. Le coup d'État en Guinée en septembre 2021, les deux coups d'État au Burkina Faso en 2022 et le coup d'État au Niger en juillet 2023 démontrent que la crise et la transition au Mali ont des similarités avec les revendications dans d'autres pays.

*

Publier un ouvrage sur l'actualité brûlante peut paraître risqué ou audacieux. Cet ouvrage a effectivement été retardé par notre volonté d'ajouter et de mettre à jour les contributions afin que notre travail ne soit pas dépassé une fois publié. Au moment d'écrire ces lignes, quatre années se sont écoulées depuis la mobilisation de masse qui a finalement abouti à la chute du président Keïta. Le peuple malien vit toujours sous le régime de transition avec comme président de transition le Colonel Assimi Goïta. La rupture avec la France est, du moins pour le moment, consommée et les rapports diplomatiques entre Paris et Bamako sont au plus bas. Les coups d'État au Burkina Faso (en janvier et en septembre 2022) et au Niger (en juillet 2023) ont contribué à changer la géopolitique, y compris par la Charte du Liptako-Gourma annonçant la création de l'Alliance des États du Sahel. La souveraineté acclamée par les régimes semble être soutenue par une grande partie des populations de ces pays. Dans un certain sens, il s'agit d'une tentative de décolonisation pour redéfinir les rapports et les manières de collaborer. La décolonisation telle que nous observons n'est pas sans complications, contradictions

ou magouilles. Aussi, l'intensification des partenariats avec la Russie et la Chine indique que nous sommes dans un changement de rapports et de priorités. C'est pourquoi la recherche engagée qui cherche à contextualiser les perspectives citoyennes est devenue indispensable pour pouvoir penser ce Mali nouveau qui peine à voir le jour.

Références bibliographiques

Bierschenk, T., G. Blundo, Y. Jaffré et M. Tidjani Alou (éd.) 2007. *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*. Paris : APAD-Karthala.

Brunet-Jailly, J., J. Charmes et D. Konaté (éd.) 2014. *Le Mali contemporain*. Bamako : Éditions Timbouctou et Institut de Recherche pour le Développement.

Carrel, M. et C. Neveu (éd.) 2014. *Citoyennetés ordinaires : Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*. Paris : Karthala.

Diallo , S. et D.E. Schulz 2023. « Fragments of legitimacy: Symbolic constructions of political leadership in twenty-first century Mali ». *Africa Today* 70(1), Fall 2023, 13-37.

Eriksen, T.H. 2006. *Engaging Anthropology: The Case for a Public Presence*. New York et Oxford : Routledge.

Eriksen, T.H. 2018. Being Irrelevant in a Relevant Way: Anthropology and Public Wisdom. *kritisk etnografi: Swedish Journal of Anthropology* 1(1), 43-64.

Fassin, D. 2018. The Public Presence of Anthropology: A Critical Approach. *kritisk etnografi: Swedish Journal of Anthropology* 1(1), 13-23.

Hagberg, Sten. 2010. « Conclusion : Démocratie à double façade ». In *Révoltes et oppositions dans un régime sémi-autoritaire* : *le cas de Burkina Faso* (eds) Matthieu Hilgers et Jacinthe Mazzocchetti. Paris: Karthala.

Hagberg, S. 2020. « Le travail en équipe en zone rouge : Enjeux méthodologiques et épistémologiques des recherches de terrain au Burkina Faso et au Mali ». *Études maliennes,* 72-83.

Hagberg, S. 2023. Mobile films, social media, and popular struggle in Burkina Faso. *kritisk etnografi: Swedisk Journal of Anthropology* 6(1), 59-78.

Hagberg, S. et G. Körling 2012. Socio-political Turmoil in Mali: The Public Debate following the Coup d'État on 22 March 2012, *Africa Spectrum* 2-3/2012, 111-125.

Hagberg, S. et F. Ouattara (éd.) 2012. Engaging anthropology for development and social change. *Bulletin de l'APAD* 34-36. Münster: LIT Verlag.

Hagberg, S., Y.F. Koné, B. Koné, A. Diallo et I. Kansaye 2017a. *Vers une sécurité par le bas: Étude des perceptions et des expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes*. Uppsala Papers in Africa Studies 1. Uppsala : Uppsala University.

Hagberg, S., L. Kibora, S. Barry, S. Gnessi et A. Konkobo 2017b. *Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016 : Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans 'un Burkina Faso nouveau'*. Uppsala Papers in Africa Studies 2. Uppsala: Uppsala University.

Hagberg, S., L. Kibora et G. Körling 2019a. *Démocratie par le bas et politique municipale au Sahel*. Uppsala Papers in Africa Studies 4. Uppsala : Uppsala University.

Hagberg, L.O. Kibora, S. Barry, Y. Cissao, S. Gnessi, A. Kaboré, B. Koné et M. Zongo 2019b. *Sécurité par le bas : Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*. Uppsala Papers in Africa Studies 5. Uppsala : Uppsala University.

Hagberg, S., L.O. Kibora, B. Koné, A. Konkobo, E. Zongo, S. Barry, Y. Cissao et P. Kaboré 2021. « *Femmes de devant !* »: Combat du leadership féminin. Uppsala Papers in African Studies 6. Uppsala: Uppsala University.

Hagberg, S. et L.O. Kibora (éd.) 2023. Dossier : Le Sahel (en)quête de changement: Des citoyens qui font face aux crises. *Mande Studies* 25.

Hall, N.-A. 2022. « Understanding Brexit on Facebook: Developing Closeup, Qualitative Methodologies for Social Media Research ». *Sociological Research Online* 27(3), 707-723.

Konaté, D. 2013. *Le Mali entre doutes et espoirs: Réflexions sur la Nation à l'épreuve de la crise du Nord* (éd.) Bamako: Éditions Timbouctou.

Le Monde 17/7/2020. « Au Mali, le rôle d'une unité d'élite antiterroriste en question dans les violences meurtrières ». Consulté le 11/8/2024 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/15/au-mali-le-role-d-une-unite-d-elite-antiterroriste-en-question-dans-les-violences-meurtrieres_6046240_3212.html

Lecocq, B., G. Mann, B. Whitehouse, D. Badi, L. Pelckmans, N. Belalimat, B. Hall and W. Lacher 2013. « One hippopotamus and eight blind analysts: a multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali ». *Review of African Political Economy* 40(137), 343-357.

Maliactu 7/9/2021. « Mali : dossier des tueries des 10,11 et 12 juillet 2020 : deux jours après sa libération 'forcée', le commandant de la forsat de la police s'est 'constitué en prisonnier' » : Consulté le 11/8/2024 : https://maliactu.net/mali-dossier-des-tueries-des-1011-et-12-juillet-2020-deux-jours-apres-sa-liberation-forcee-le-commandant-de-la-forsat-de-la-police-sest-constitue-en-prisonnier/

Malijet 15/8/2020. « Manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020 à Bamako : Au moins 14 personnes tuées et 300 autres blessées, selon Human Rights Watch ». Consulté le 11/8/2024 : https://malijet.com/a_la_une_du_mali/246265-manifestations_dix_onze_quantose_bamako_.html

MaliMédia 9/9/2021. « Dossier des tueries des 10, 11 et 12 juillet 2020 : La justice malienne déterminée 'à poursuivre les investigations' ». Consulté le 11/8/2024 : https://malimedia.net/2021/09/09/dossier-des-tueries-des-10-11-et-12-juillet-2020-la-justice-malienne-determinee-a-poursuivre-les-investigations/

Maliweb 8/8/2020. « Répression des manifestations du M5-RFP ayant occasionné 23 morts et plus d'une centaine de blessés Plainte déposée contre le directeur général de la Police nationale et le Commandant de la Forsat ». Consulté le 11/8/2024 : https://www.maliweb.net/police/repression-des-manifestations-du-m5-rfp-ayant-occasionne-23-morts-2888905.html

Postill, J. et S. Pink 2012. « Social Media Ethnography: The Digital Researcher in a Messy Web ». *Media International Australia* 145(1), 123–134.

Schulz, D.E. et S. Diallo 2023. « Rifle, Pen, and Prayer Beads : Constructing Political Legitimacy in Mali ». *Africa Today* 70(1), Fall 2023.